

PREFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 23 -DDPP-11
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral autorisant la poursuite d'exploitation n° 19831 du 17 novembre 2004 réglementant les activités exercées par la société SIRA dans ses installations sises à SURY le COMTAL, « L'Horme » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 octobre 2010 faisant état de non-conformités dans l'exploitation du site ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1 – La société SIRA dont le siège social est 943 chemin de l'Ision, 38670 CHASSE SUR RHONE, est mise en demeure de mettre en conformité son installation de stockage de déchets dangereux qu'elle exploite sur la commune de SURY le COMTAL au lieu-dit L'Horme avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux et celles de l'arrêté préfectoral n° 19831 du 17 novembre 2004 autorisant la poursuite d'exploitation.

Article 2 – Barrière de sécurité passive reconstituée

Sur les flancs ouest et nord du casier 5, l'exploitant mettra en conformité la barrière de sécurité passive avec les prescriptions de l'article 3, sous-article 1.8 « aménagement des nouvelles alvéoles » de l'arrêté préfectoral précité.

Article 3 – Barrière de sécurité active

Sur le flanc nord du casier 5, l'exploitant mettra en place une géomembrane étanche telle que décrite à l'article 3, sous-article 1.8 « aménagement des nouvelles alvéoles » de l'arrêté préfectoral précité.

Sur le flanc ouest, le talus devra respecter les caractéristiques de pente définies au même article. A défaut, l'exploitant installera les dispositifs d'ancrage intermédiaire prévus pour la pose de la géomembrane.

Article 4 – Pompage des lixiviats

L'exploitant mettra en place un dispositif de pompage automatique des lixiviats des casiers 3 et 4 tel que prévu à l'article 3, sous-article 1.8 « aménagement des nouvelles alvéoles » de l'arrêté préfectoral précité.

Article 5 – Fossé extérieur de collecte

L'exploitant complètera le fossé en bordure ouest du site, le long du chemin rural d'accès, et réalisera un fossé en bordure nord de l'installation, conformément aux prescriptions de l'article 3, sous-article 1.8 « aménagement des nouvelles alvéoles » de l'arrêté préfectoral précité.

Article 6 – Clôture

L'exploitant procédera à l'entretien de la clôture prévue à l'article 3, sous-article 1.2 « Accès » de l'arrêté préfectoral précité et procédera à sa réparation sur les parties détériorées.

Article 7 – Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux de mise en conformité tels que définis aux articles ci-dessus est fixé à six mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 8 : Dispositions applicables en cas d'infraction ou d'inobservations du présent arrêté

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Article 9 : Affichage

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 10 : Délai de recours

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, prolongé de six mois après la publication ou de l'affichage de la présente décision, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 11 : Application

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le maire de SURY LE COMTAL, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le Directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 27 JAN. 2011

Patrick FERRAN

Copie adressée à :

Monsieur le Directeur

Société SIRA

943 chemin de l'Islo

38670 CHASSE SUR RHONE

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de SURY-LE-COMTAL

- L'Inspection des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, unité territoriale Loire

- Archives

- Chrono